

NOUVELLES DE L'UE SPÉCIAL ÉLECTIONS

(Fr)



ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

L'EXTRÊME DROITE POUSSE MOINS QUE PRÉVU ET VON DER LEYEN POURRAIT RESTER POUR UN DEUXIÈME MANDAT

Par **Arturo Encinar**

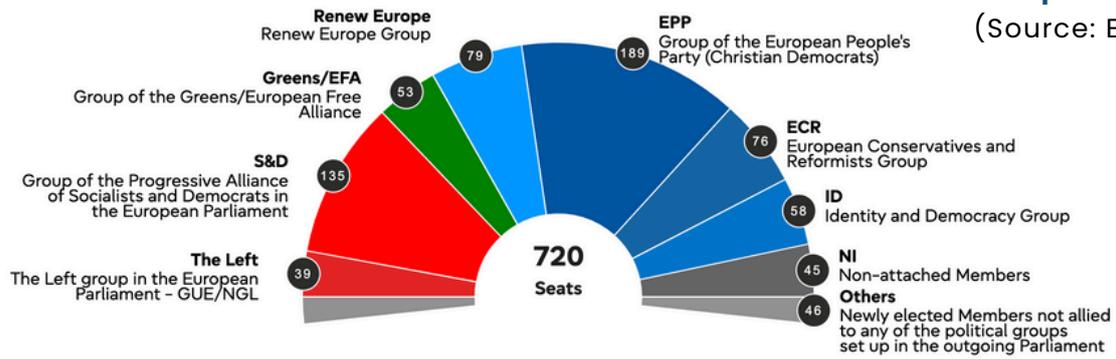
La semaine dernière, entre le 6 et le 9 juin, les citoyens de l'UE se sont rendus aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement Européen pour la dixième fois depuis la première élection directe en 1979, et la première sans la participation du Royaume-Uni.

Le Parti Populaire Européen (PPE) d'Ursula von der Leyen restera le plus grand groupe au Parlement avec 189 sièges et 21% du vote populaire. Il est suivi par l'Alliance des Socialistes et Démocrates (S&D) avec 148 sièges et le parti centriste Renew Europe, qui a perdu 30 % de ses représentants et a obtenu 79 eurodéputés.

Cela signifie que la grande coalition centriste de conservateurs, socialistes et libéraux dominante en la politique européenne depuis des décennies pourra former la nouvelle Commission Européenne (probablement dirigée par Ursula von der Leyen), puisqu'elle a conservé la majorité absolue de l'hémicycle.

L'extrême droite a progressé, mais pas autant que l'indiquaient certains sondages, et les deux groupes politiques qui la composent (l'ECR de Georgia Meloni et l'ID de Marine Le Pen) ne détiendront pas la clé de la prochaine Commission Européenne. À l'extrême gauche, le Parti Vert Européen et le groupe de La Gauche ont tous deux enregistré des pertes.

(Source: EU)



Parti Populaire Européen

Centre-droite

190 sièges (+3)

26,25% (+2,02%)

Chef **Principal parti**

Ursula von der Leyen (ALE)

Christlich Demokratische Union (ALE)

Socialistes et Démocrates

Centre-gauche

135 sièges (-19)

18,75% (+2,84%)

Chef **Principal parti**

Nicolas Schmit (LUX)

Partito Democratico (ITA)

Renew Europe

Centre

79 sièges (-29)

10,97% (-3,61%)

Chef **Principal parti**

Valérie Hayer (FRA)

Renaissance (FRA)

Conservateurs et Reformistes

Droite

73 sièges (+11)

10,14% (+1,88%)

Chef **Principal parti**

Ryszard Legutko (POL)

Fratelli d'Italia (ITA)

Identité et Démocratie

Extrême droite

58 sièges (-15)

8,06% (-1,66%)

Chef **Principal parti**

Anders Vistisen (DEN)

Rassemblement Nationale (FRA)

Les Verts - EFA

Gauche

53 sièges (-21)

7,36% (-2,49%)

Chef **Principal parti**

Bas Eickhout (NED)

Die Grünen (ALE)

La Gauche

Extrême gauche

36 sièges (-5)

5,00% (-0,36%)

Chef **Principal parti**

Walter Baier (AUT)

La France Insoumise (FRA)

NI

Non-Inscrits

Divers

45 sièges (-12)

6,25% (-1,34%)

Chef **Principal parti**

Aucun

Alternative für Deutschland (ALE)

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES PAYS DE NOS VOLONTAIRES ?

FRANCE

Le Rassemblement national a remporté une victoire écrasante, obtenant 30 sièges et 31 % du vote populaire. Loin derrière, la liste soutenue par la majorité présidentielle perd 10 sièges et termine deuxième avec 13 eurodéputés, à égalité avec le Parti Socialiste de Raphaël Glucksmann, qui a progressé en capitalisant sur la débâcle des Ecologistes. La France Insoumise, a terminé quatrième, juste devant Les Républicains. Le parti anti-immigration d'Éric Zemmour, Reconquête!, est entré pour la première fois, obtenant 5 eurodéputés. Au milieu de ces résultats, le soir même de l'élection, le président Emmanuel Macron a convoqué des élections législatives anticipées qui se tiendront le 30 juin et le 7 juillet. Une décision qui a dramatiquement secoué la scène politique française, conduisant à la formation d'une large alliance de gauche pour stopper une potentielle victoire du RN qui pourrait produire un Premier Ministre d'extrême droite pour la première fois.

Nuit dramatique pour le Parti Social Démocrate du Chancelier Olaf Scholz et son partenaire de coalition, les Verts, qui perdent ensemble 11 sièges, tombant respectivement en troisième et quatrième position, preuve du mécontentement des Allemands à l'égard de leur gouvernement actuel. En revanche, l'Union Chrétienne Démocratique (CDU) a conservé sa première position en gardant les 29 députés européens qu'elle avait obtenus il y a cinq ans. Mais la plus grande nouvelle de la soirée est peut-être la montée en puissance d'Alternative für Deutschland, le parti d'extrême droite récemment exclu de sa famille européenne (ID) en raison de ses positions problématiques, qui s'est hissé en deuxième position grâce à sa force remarquable en Allemagne de l'Est. Il convient également de noter l'irruption de l'alliance d'extrême gauche anti-immigration BSW avec 6 eurodéputés.

ALLEMAGNE

ITALIE

Tous les regards étaient tournés vers l'Italie, la Première Ministre Georgia Meloni étant considérée comme le faiseur de roi potentiel de la prochaine Commission Européenne. Même si la répartition finale des forces au Parlement ne lui confèrera pas ce pouvoir, son parti, Fratelli d'Italia, a remporté une victoire retentissante qui la conforte dans sa position de force dominante de la politique italienne, avec 24 sièges (en hausse de 18) et 29 % du vote populaire. Dans l'opposition, le Partito Democratico (PD) de centre-gauche fait un retour en force sous la houlette de sa nouvelle dirigeante, Elly Schlein, en obtenant la deuxième place avec 21 sièges et 22 % des voix. Loin derrière, on trouve le parti populiste Movimento 5 Stelle, le parti conservateur Forza Italia et la Lega de Matteo Salvini, tous avec 8 sièges (la Lega a perdu 18 sièges par rapport à 2019). Au bas de l'échelle, on trouve l'alliance de Gauche et des Verts qui a réussi à obtenir 6 députés après avoir été absente depuis 2014.

En Espagne, les deux forces politiques traditionnelles de centre-droit et de centre-gauche ont passé une excellente soirée. Grâce au pouvoir polarisant du premier ministre Pedro Sánchez, son parti socialiste (PSOE) a pu siphonner les voix de sa gauche et a obtenu une deuxième place de justesse, ne s'inclinant que devant le Parti Populaire (PP), qui capitalise sur sa position de principale force d'opposition à Sánchez. À l'extrême gauche, la coalition Sumar (partenaire de Sánchez au gouvernement) a subi une débâcle, n'obtenant que 3 eurodéputés, soit presque autant que le parti de gauche Podemos (2 eurodéputés), qui a quitté la coalition à la suite de désaccords. À l'extrême droite, Vox est passé de 3 à 6 députés. Ce qui n'a pas empêché l'irruption du nouveau parti anti-système Se Acabó la Fiesta, dirigé par l'influenceur conspirationniste d'extrême droite Alvisé Pérez, qui a obtenu 3 eurodéputés.

ESPAGNE

PAYS BAS

Aux Pays-Bas, l'alliance de gauche GroenLinks, conformée par les Partis Socialiste et Vert, a été en mesure d'assurer la première position avec 8 sièges, inversant légèrement le virage à droite que le pays a expérimenté en novembre dernier lors de leurs élections générales, qui ont vu le PVV d'extrême-droite arriver en tête. Néanmoins, le parti extrémiste dirigé par Geert Wilders a réussi à s'accrocher à la deuxième position, obtenant 6 eurodéputés (contre zéro en 2019). Les électeurs néerlandais semblent avoir puni les membres du prochain gouvernement de droite formé par le PVV de Wilders, le VVD libéral, le mouvement paysan BBB et le nouveau parti de centre-droit NSC. Tous ces partis ont perdu des voix depuis novembre, en particulier le NSC, qui est passé de 13 à 3 % des suffrages. Les Pays-Bas ont été l'électorat le plus performant pour le parti paneuropéen Volt, qui a obtenu 5 % des voix et 2 députés européens.

Tout comme aux Pays-Bas, les Portugais comparaient leurs résultats à ceux de leurs très récentes élections générales, au cours desquelles l'Alliance Démocratique (AD) de centre-droit a pu reprendre de justesse le pouvoir au Parti Socialiste, dans une élection marquée par la poussée du parti d'extrême-droite Chega. Lors de ces élections européennes, les socialistes ont pu reprendre la première place grâce à une victoire très serrée sur l'AD. Ils obtiennent respectivement 8 et 7 sièges. La grande surprise a été la piètre performance de Chega avec 2 sièges et une baisse de 10 points de pourcentage depuis les élections de mars. En revanche, les grands vainqueurs de la soirée ont été les centristes de l'Iniciativa Liberal, qui ont doublé leurs voix par rapport à mars et ont obtenu deux députés européens, obtenant ainsi une représentation européenne pour la première fois.

PORTUGAL

SUÈDE

Les électeurs suédois ont envoyé un message clair à leur actuel gouvernement de centre-droit dirigé par le Parti Modéré et soutenu par les Démocrates Suédois d'extrême droite, en accordant une nette victoire au principal parti d'opposition, les Sociaux Démocrates. Il est intéressant de noter que les résultats et les sièges obtenus par chacune des principales forces politiques sont restés pratiquement les mêmes qu'il y a cinq ans, lors des élections de 2019, alors que d'importants mouvements de va-et-vient se sont produits au cours de cette période. L'érosion de l'exercice du pouvoir a fait payer un lourd tribut aux Modérés, mais surtout aux Démocrates Suédois, qui ont perdu 7 points de pourcentage depuis les dernières élections générales suédoises qui ont eu lieu en 2022. La position des Sociaux Démocrates de centre-gauche, qui attendent leur tour pour reprendre les rênes du pays, s'en trouve renforcée.

QUI SERA LE PROCHAIN PRÉSIDENT DU CONSEIL?

Le mandat de Charles Michel arrivant à échéance, la question de sa succession est au cœur des préoccupations des chefs de l'UE, qui se tournent vers les chefs de gouvernement actuels et passés pour trouver une réponse. À l'heure actuelle, l'ancien Premier Ministre portugais, António Costa, est considéré comme le favori. Toutefois, l'enquête judiciaire qui a conduit à sa démission au début de l'année est toujours en cours et pourrait constituer un obstacle à sa promotion. Le consensus semble être qu'un socialiste succédera à Michel. Par conséquent, si M. Costa n'est pas en mesure d'assumer le poste, tous les doigts pointeront vers Mette Frederiksen, la Première Ministre danoise, qui s'est ouvertement portée candidate pour le poste.



LES DROITS DE DOUANE SUR LES VOITURES ÉLECTRIQUES CAUSENT CONFLIT ENTRE L'UE ET LA CHINE

L'Union Européenne a décidé d'augmenter les droits de douane sur toutes les voitures électriques importées de Chine, qui passeront de 10 % actuellement à un taux allant de 27,4 % à 48,1 % en fonction du modèle de voiture. Cette mesure de protection intervient après que la Commission Européenne a lancé une enquête concluant que l'industrie automobile chinoise bénéficiait de subventions déloyales de la part de son gouvernement pour vendre à des prix artificiellement bas. Les Chinois, qui considèrent l'Europe comme un marché lucratif en pleine expansion, ont exprimé leur mécontentement et promis de prendre des mesures de rétorsion, ce qui pourrait dégénérer en une véritable guerre commerciale entre deux superpuissances mondiales.



L'AVORTEMENT FAÇONNE UN SOMMET DU G7 HOULEUX

Les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de la France, de l'Allemagne et du Japon se sont rendus dans les Pouilles, en Italie, à l'invitation de la Première Ministre Giorgia Meloni, pour discuter des questions d'actualité mondiale dans le cadre du dernier sommet du G7. Les dirigeants, qui ont compté avec la visite du Pape et des présidents argentin et brésilien, ont abordé l'aide à l'Ukraine et l'intelligence artificielle, entre autres sujets. Les tensions entre Emmanuel Macron et Giorgia Meloni ont donné lieu à un débat houleux sur le droit à l'avortement, une question qui a finalement été exclue de leur déclaration finale, à la demande de la dirigeante italienne.



LE PM SLOVAQUE FICO ABATTU, QUE SAVONS-NOUS ?

Le 15 mai, le Premier Ministre slovaque Robert Fico a été abattu de plusieurs balles dans les rues de la ville de Handlova à la suite d'une apparition publique. Le dirigeant, un populiste pro-russe, a déjà repris son programme public après avoir été dans un état "extrêmement critique" dans ce qui constitue la première tentative d'assassinat d'un dirigeant européen en exercice depuis des décennies. L'enquête de la police a conclu que l'agresseur était un nationaliste de 71 ans qui a agi comme un "loup solitaire" et ne faisait partie d'aucune organisation terroriste. L'homme, qui s'appelle Juraj Cintula, est un militant pro-russe connu, mécontent de l'immigration dans le pays. M. Fico affirme cependant que l'attaque a été perpétrée en représailles de son manque de soutien à l'Ukraine.

